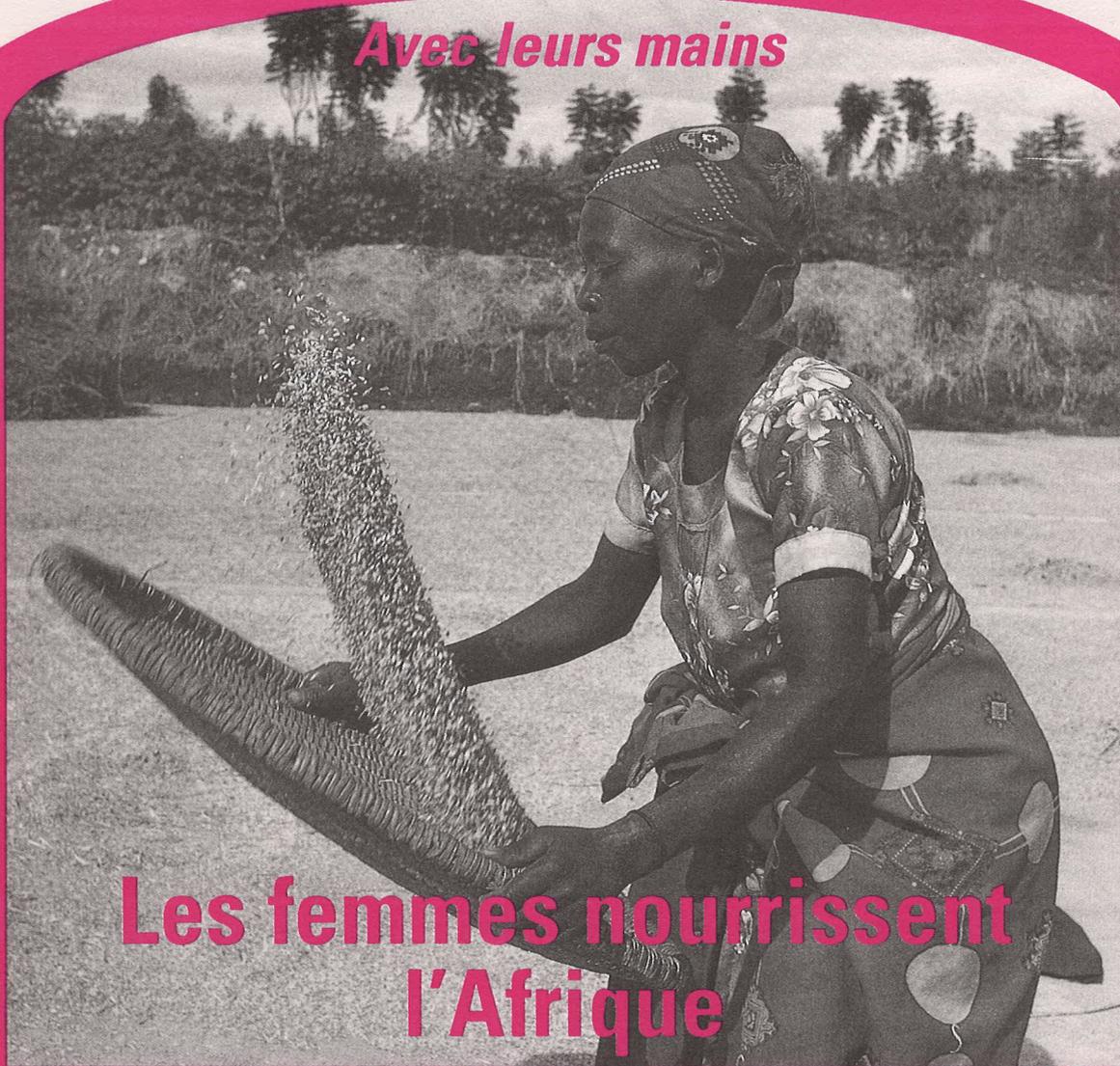


# SOLIDARITÉ

Vol. 13, n° 1 9405, rue Sherbrooke est • Montréal, (Qc) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 Avril 1991

*Avec leurs mains*



**Les femmes nourrissent  
l'Afrique**

*Tournée de solidarité Afrique — CISO 1991*

**La femme africaine  
dans un continent en crise**  
*avec Eugénie Aw • journaliste sénégalaise*

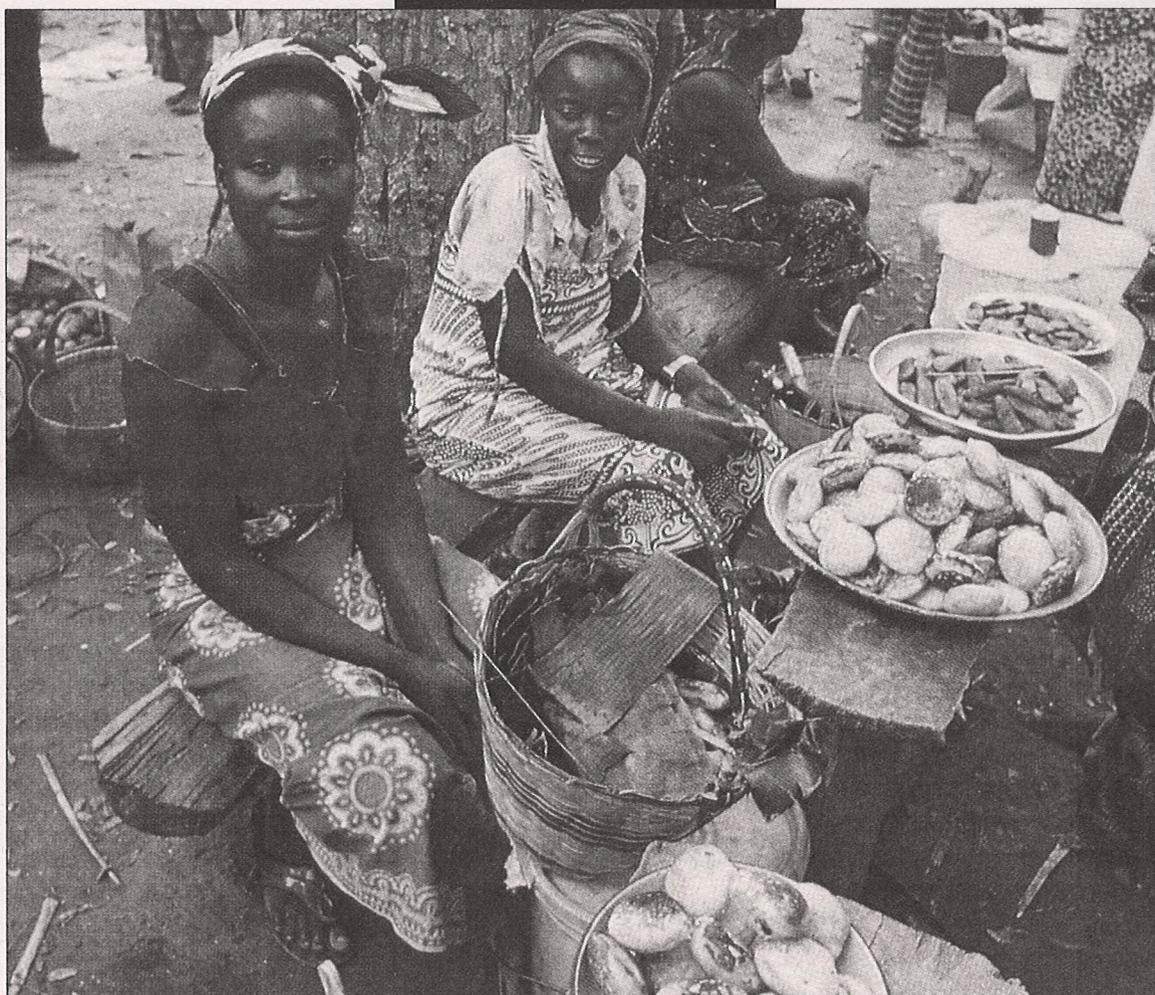
## *Avec leurs mains* Les femmes nourrissent l'Afrique

DANS L'AGRICULTURE, LES FEMMES RÉCOLTENT LES CÉRÉALES... ET LES HOMMES RÉCOLTENT L'ARGENT ET LE CRÉDIT... EN AFRIQUE, LES FEMMES PRODUISENT LES TROIS QUARTS DES DENRÉES ALIMENTAIRES. CE SONT CEPENDANT LES HOMMES QUI SONT PROPRIÉTAIRES DE LA PLUS GRANDE PARTIE DES TERRES. CE SONT ENCORE EUX QUI REÇOIVENT L'ESSENTIEL DES INVESTISSEMENTS, DE L'AIDE ET DES CONSEILS.

**Par ailleurs, la production alimentaire** ne cesse de décroître et la famine touche de plus en plus d'Africains : 210 millions de personnes, dans 20 pays. Même dans une

bonne année agricole, 5 millions d'enfants meurent à cause de malnutrition.

Y a-t-il des liens entre ces deux situations?



# La double journée des paysannes africaines

LES FEMMES EN AFRIQUE EFFECTUENT ENTRE 60 ET 80 % DE TOUTES LES TÂCHES AGRICOLES, SOIT BIEN PLUS QUE N'IMPORTE QUELLE AUTRE FEMME AU MONDE, ET LE DOUBLE DES TÂCHES ASSUMÉES PAR LES HOMMES AFRICAINS. AU BURKINA FASO PAR EXEMPLE, LES FEMMES RÉALISENT 82 % PLUS DE TRAVAUX AGRICOLES QUE LES HOMMES. AU MALAWI, EN PLUS DE PASSER AUTANT DE TEMPS QUE LES HOMMES À S'OCCUPER DES CHAMPS DE COTON, LES FEMMES PASSENT LE DOUBLE DU TEMPS DES HOMMES À S'OCCUPER DES RÉCOLTES DE MAÏS.

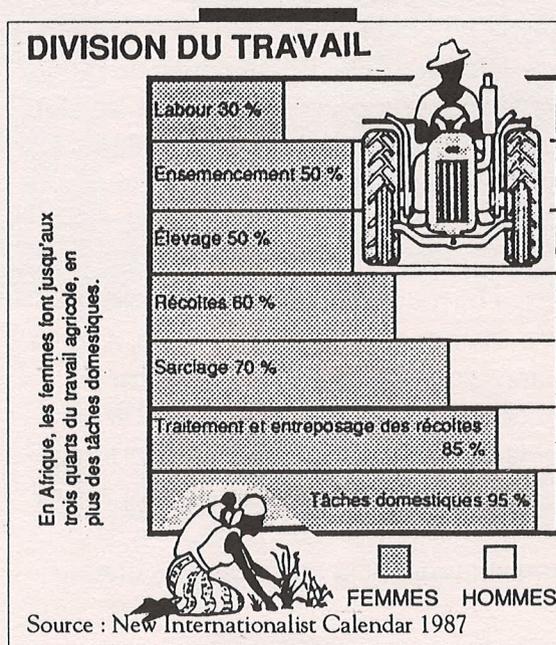
**Ce déséquilibre entre les hommes** et les femmes dans le temps investi en agriculture s'explique notamment par la différence des tâches qui incombent à chacun. Ce sont par exemple les hommes qui font le labourage, alors que les femmes s'occupent du sarclage. Si la première opération ne prend que quelques semaines, la deuxième se poursuit toute la saison et est physiquement beaucoup plus contraignante.

Le travail agricole n'est cependant pas la seule occupation des femmes. En plus de semer, de sarcler, de récolter, de battre et de vanner les céréales, elles doivent assurer les tâches ménagères. Cela leur prend de nombreuses heures. Au Burkina Faso, il en coûte quatre heures pour aller chercher l'eau chaque jour, quatre heures tous les deux ou trois jours pour aller ramasser le bois de feu, et environ trois heures par jour pour moudre le grain qui sera consommé dans la journée.

Tout ce temps occupé aux tâches ménagères est une des raisons pour lesquelles il n'y a plus de nourriture cultivée en Afrique. Lorsqu'à certaines périodes de l'année il faudrait s'occuper attentivement des récoltes, les femmes n'ont tout simplement pas le temps de le faire, à cause de leur journée déjà doublement remplie. Toujours au Burkina Faso, les membres de la famille perdent du poids pendant la saison des pluies, non parce qu'ils manquent de nourriture, mais parce que les femmes sont

tout simplement trop épuisées par leurs travaux aux champs pour préparer à manger le soir venu.

Il n'est donc pas surprenant que cette pression qui accable les femmes soit en partie responsable du mauvais rendement alimentaire. En Zambie, le volume des récoltes ne dépend pas de la capacité de produire des terres, mais du temps que sont capables de passer les femmes à sarcler les cultures. Au Zimbabwe également, quand on a demandé aux gens d'expliquer pourquoi les récoltes ne sont pas plus abondantes, ils ont répondu que c'est d'abord parce qu'ils manquent de temps pour sarcler les champs.



# L'agriculture pour vendre ou pour manger?

IL Y A DEUX SIÈCLES, LA QUASI TOTALITÉ DES TERRES ARABLES EN AFRIQUE PRODUISAIT DE LA NOURRITURE. AUJOURD'HUI, SUR UNE SURFACE CULTIVÉE DE 183 000 HECTARES, SEULEMENT 40 % (72 000 HA) SERT À PRODUIRE DES CÉRÉALES. SI ON Y AJOUTE LES TERRES QUI PRODUISENT DES TUBERCULES COMME LE MANIOC ET L'IGNAME ET DES LÉGUMINEUSES COMME LES FÈVES ET LES LENTILLES, ON ARRIVE À 54 % DES TERRES. CELA SIGNIFIE QUE SEULEMENT LA MOITIÉ DES SOLS ARABLES SONT CONSACRÉS À LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE. LE RESTE EST CONSACRÉ AUX CULTURES DE RENTE COMME LE CAFÉ, LE THÉ, L'HUILE DE PALME OU LE SUCRE, QUI SONT DESTINÉES À L'EXPORTATION.

**Avec 12 % des terres arables** au monde, l'Afrique ne produit que 4 % des récoltes mondiales de céréales, mais 24 % du café et 54 % du thé. En outre, ces cultures de rente occupent des sols qui pourraient produire de la nourriture et ainsi augmenter la sécurité alimentaire du continent.

Les effets de cette situation sont parfois indignants. Au Mali, pendant la grande sécheresse sahélienne de 1967 à 1972, alors que des milliers de personnes sont mortes de faim, les exportations de coton et d'arachides ont enregistré des volumes record. La production de coton a augmenté de 400 % et celle de l'arachide de 70 % parce qu'elles occupaient les terres les plus fertiles, les mieux irriguées et qu'elles ont reçu l'appui de l'État et de l'aide internationale. La Côte d'Ivoire a enregistré une pénurie alimentaire lorsque son gouvernement a encouragé les hommes à consacrer leurs champs aux cultures de rente. Or ces champs étaient jusque là cultivés par les femmes pour produire l'alimentation de leur famille. Au Malawi, la production de noix, assurée par les femmes, a aussi accusé une nette baisse lorsqu'un projet de la Banque mondiale a encouragé les hommes

à agrandir leurs cultures du maïs destiné à l'exportation.

Ce modèle d'agriculture qui substitue une agriculture d'exportation à l'agriculture vivrière a commencé à s'implanter durant la période coloniale. En Afrique du Sud, les Blancs possédaient 90 % des terres dès 1913. En Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe), 50 % des terres étaient accaparées par les fermiers blancs dès 1936. Au Kenya, 4 000 fermiers coloniaux possédaient 7,3 millions d'acres des meilleures terres. Ces colonialistes exploitaient leurs terres pour l'argent et non pour se nourrir. Leurs profits découlaient évidemment de l'exportation de leurs denrées agricoles vers l'Europe.

Aujourd'hui, pour la première fois de son histoire, l'Afrique est importatrice nette de nourriture et on craint qu'en 1990, elle doive consacrer plus de moyens à l'importation de blé qu'à celle du pétrole.

# Les Africaines abandonnées à leur sort

EN PLUS DE DEVOIR ASSUMER UNE DOUBLE JOURNÉE DE TRAVAIL, ET DE N'ÊTRE PAS RECONNUES COMME FORCE ÉCONOMIQUE PAR LES POLITIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, LES AFRICAINES SONT SOUVENT LE SEUL SOUTIEN FINANCIER DE LA FAMILLE. ON ESTIME QUE 4 FAMILLES SUR 10 EN AFRIQUE ONT UNE FEMME COMME CHEF. CELA S'EXPLIQUE, DEPUIS LA PÉRIODE COLONIALE, PAR LE FAIT QUE LES HOMMES SONT OBLIGÉS DE PASSER LA PLUS GRANDE PARTIE DE LEUR VIE À TRAVAILLER À L'EXTÉRIEUR DANS LES GRANDES FERMES DE RENTE. AU MALAWI, IL FUT UNE ÉPOQUE OÙ 60 % DES HOMMES ÉTAIENT FORCÉS À TRAVAILLER POUR LES COLONS À L'EXTÉRIEUR DE CHEZ EUX. AU CONGO, 89 000 HOMMES ONT TROUVÉ LA MORT EN CONSTRUISANT LE CHEMIN DE FER ENTRE 1921 ET 1931. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE A COÛTÉ LA VIE À 87 000 KENYANS, OUGANDAIS ET NIGÉRIENS, À 25 000 SÉNÉGALAIS, 4 000 MALGACHES ET 40 000 ALGÉRIENS, TUNISIENS ET MAROCAINS.



**L'exode rural vers les nouvelles villes,** dans l'espoir d'y trouver du travail, a complété le processus. En 1960, seulement 14 % des Africains vivaient en ville. En 1982, cette proportion a doublé pour atteindre 24 %. De plus en plus d'hommes

envisagent leur avenir en ville et délaissent les travaux agro-alimentaires au village, abandonnant ainsi complètement ces tâches aux femmes. Dans ce contexte, les femmes trouvent de plus en plus difficile d'assurer une sécurité alimentaire.

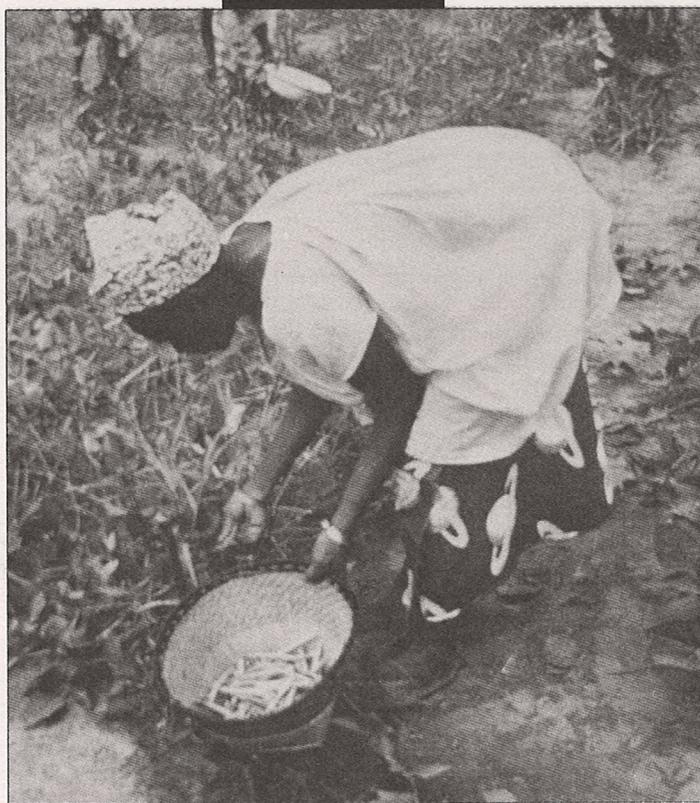
# Le développement... pour les hommes

MALGRÉ LE FAIT QUE CE SOIT LES FEMMES QUI SONT LES PREMIÈRES CONCERNÉES PAR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE, LA PLUPART DES PROJETS VISANT À AUGMENTER LA PRODUCTION AGRICOLE S'ADRESSENT AUX HOMMES. UNE ÉTUDE COUVRANT 46 PAYS AFRICAINS DÉMONTRE QUE LES FEMMES NE CONSTITUENT QUE 3,6 % DES PERSONNES ENTRAÎNÉES POUR CONSEILLER LES AGRICULTEURS.

Comme la plupart des conseillers agricoles sont des hommes, on ne s'étonnera pas de constater que ce sont surtout des hommes qui reçoivent leurs conseils. Dans l'ouest du Kenya, les fermiers reçoivent la visite des aides techniques cinq fois plus souvent que les fermières qui produisent les mêmes récoltes. Ces fermières ne sont pas seulement privées de conseils techniques; un fermier au Ghana est 14 fois plus susceptible d'obtenir un crédit bancaire qu'une fermière. En Gambie, le riz irrigué par la pluie (cultivé par les femmes) occupe 26 fois la superficie du riz irrigué mécaniquement (cultivé par les hommes), mais il ne reçoit qu'un vingt-sixième de l'aide financière reçue par le second. Le résultat : les importations de riz en Gambie ont augmenté de 300 % entre 1966 et 1979.

Le manque de conseils techniques et de ressources financières affecte le travail des femmes, mais la modernisation de l'agriculture entraîne parfois des résultats encore plus graves pour les femmes. Au Sierra Leone, l'introduction des tracteurs a réduit la journée de travail des hommes, mais elle a accru celle des femmes de moitié, car elles se sont retrouvées avec une plus grande superficie à sarcler.

La modernisation entraîne de plus la perte des droits de propriété traditionnels des femmes. Au Burkina Faso, depuis 2 ans, toutes les nouvelles fermes ont été allouées aux hommes. Au Ghana, une étude démontre que sur 1 696 femmes fermières, 59 % ont perdu leurs terres parce qu'elles ont perdu leur mari, par décès, divorce ou séparation.



## Les femmes peuvent-elles contrecarrer la famine?

LES RECHERCHES MENÉES DANS PLUSIEURS PAYS SEMBLANT INDICER QUE LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST OUI. EN PREMIER LIEU, A TRAVERS LE MONDE, CE SONT LES PETITES UNITÉS AGRICOLES QUI SONT LES PLUS EFFICACES. EN INDE PAR EXEMPLE, LES PETITS FERMIERS PRODUISENT PLUS DE NOURRITURE PAR HECTARE QUE LES GROS FERMIERS. EN THAÏLANDE, ILS PRODUISENT JUSQU'À 60 % PLUS DE NOURRITURE PAR HECTARE. IL APPARAÎT DONC LOGIQUE D'INVESTIR AUPRÈS DES PETITS FERMIERS.

**En Afrique, la majorité** des petits fermiers sont des femmes. Si cet argument n'est pas assez convaincant, il suffit de dire que, malgré leurs désavantages, les femmes demeurent les fermiers les plus efficaces en

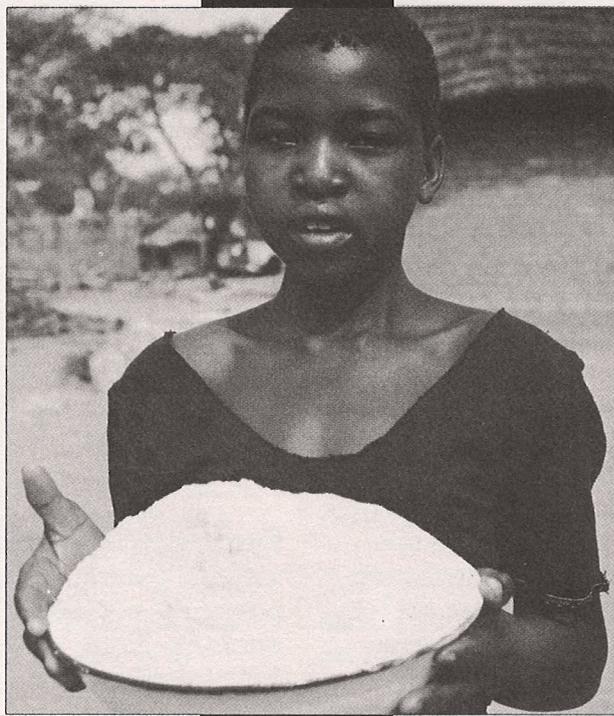
Afrique. En Tanzanie par exemple, un projet agricole, présenté aux hommes, introduisait un nouveau plant hybride de maïs, des fertilisants et des pesticides. Le projet s'est avéré un échec parce que les femmes ont refusé d'y adhérer, sachant qu'il entraînerait plus de travail pour elles et des profits réservés aux hommes. Au Zimbabwe, la situation inverse s'est produite : un nouveau plant hybride a été introduit et la récolte s'est avérée un succès parce que le projet avait été confié aux femmes.

Au Kenya, les femmes gèrent 38 % des fermes et réussissent à récolter le même tonnage que les hommes, même si ces derniers reçoivent davantage de conseils, de crédits et de fertilisants. Lorsqu'un

groupe de Kenyannes a reçu les mêmes avantages que les hommes, elles ont produit des récoltes encore plus grandes.

La clé dans ces deux exemples, c'est

d'avoir reconnu les femmes comme des fermières indépendantes et de leur avoir accordé les mêmes soutiens techniques et financiers qu'aux hommes. Malheureusement, ce genre de soutien fait sérieusement défaut actuellement. Une étude des dépenses des organismes de l'ONU dans les projets agricoles démontre que seulement un



demi de 1 % des fonds vise d'abord les femmes fermières. Si on veut mettre un frein au problème des famines, il va falloir changer les priorités actuelles et définir des projets spécifiques pour les femmes fermières en Afrique.

Photo tirée de CRDI Explore, vol. 16 n° 4, octobre 1987

# L'approche femmes et développement

JUSQU'À PRÉSENT, LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES FEMMES NE SEMBLENT PAS AVOIR EU POUR EFFET D'AMÉLIORER LE STATUT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES FEMMES. DANS CERTAINS CAS, ELLES ONT MÊME ÉTÉ RESPONSABLES D'UNE DÉTÉRIORATION DE LEUR STATUT. POURTANT, LES ORGANISMES D'APPUI — TANT AU CANADA QU'AU SAHEL — ONT ADOPTÉ UNE APPROCHE «D'INTÉGRATION DE LA FEMME AU DÉVELOPPEMENT».

## Qu'est-ce qui ne va pas alors?

**D'abord, parler «d'intégrer»** les femmes au développement, c'est dire jusqu'à quel point le travail et la production des femmes sont invisibles pour les organismes d'appui. On dit des étrangers qu'ils «ont de grands yeux mais ne voient pas». Pourtant, pour quiconque traverse des villages du Sahel, il est difficile de ne pas voir le travail des femmes. On voit celles-ci dans les champs, on les voit marchant dans la brousse, un fagot de bois ou un canari d'eau sur la tête, on les voit les jours de marché vendant des produits de toutes sortes, on les voit — et entend — piler, vanner, écraser, cuisiner, soigner les enfants...

Ainsi, plutôt que de chercher à «intégrer» les femmes au développement — elles y sont déjà et y jouent un rôle primordial — il devient nécessaire de tendre vers une approche qui reconnaisse la contribution des femmes au développement, et qui leur donne les moyens qui vont de pair avec cette contribution. Les agricultrices du Québec savent bien de quoi nous parlons, elles qui demandent à être reconnues en tant que collaboratrices et chefs d'entreprises agricoles.

Nous devons appuyer les femmes là où elles le jugent important, et pour cela il nous est nécessaire de donner la parole aux femmes, afin qu'elles disent leurs priorités.

Il faut éviter de prendre comme point de départ pour un projet les priorités des femmes, telles que présumées par des concepteurs et conceptrices, suite à leur observation et analyse de la situation des femmes. Il faut aussi éviter de suivre des modes, ou de prendre des voies de facilité du genre «on leur a demandé et elles veulent des machines à coudre». Dans ce cas «[...] prend-on le temps de déchiffrer le langage qui se dit à travers ces besoins exprimés?» (J. Ela, *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982, p. 137).

La parole des femmes rurales nous dit qu'elles veulent alléger les corvées d'eau et de bois, faciliter la préparation des aliments, avoir plus de temps, accroître leurs revenus propres.

Le mal-développement et les structures sociales, traditionnelles et modernes, posent des obstacles à la réalisation de ces priorités. Notre tâche consiste maintenant à explorer avec les femmes des modes d'appui possibles.



# Comment se débrouillent les Africaines?

## Les femmes, des agentes économiques.

AU SAHEL, AVEC LA MONÉTARISATION DE L'ÉCONOMIE, LES PAYSANS VENDENT UNE GRANDE PARTIE DE LEUR PRODUCTION. D'UNE PART PARCE QU'ILS ONT BESOIN D'ARGENT POUR PAYER LES IMPÔTS, ET D'AUTRE PART POUR SE PROCURER DES BIENS DE CONSOMMATION. UNE BONNE PARTIE DE CE QUE PRODUISE LES PAYSANNES ET PAYSANS EST DONC TRANSFÉRÉE VERS LES VILLES, ET SERT À NOURRIR LES POPULATIONS URBAINES. MAIS ILS PRODUISSENT AUSSI POUR LES PAYS DU NORD : ARACHIDES, COTON, HARICOTS VERTS... ON PEUT AUSSI SE DEMANDER QUI NOURRIT LES POPULATIONS RURALES? LES FEMMES, EN PLUS DE PARTICIPER AUX TRAVAUX SUR LE CHAMP FAMILIAL, CULTIVENT DES LÉGUMES OU PRODUISENT DES CÉRÉALES DANS LEURS CHAMPS PERSONNELS, ET FONT LA CUEILLETTE ET LA TRANSFORMATION DE FRUITS SAUVAGES. AU MOMENT DE LA SOUDURE, IL NE RESTE SOUVENT PLUS QUE LES CULTURES DES FEMMES DANS LE GRENIER.

**Le rôle économique des femmes** africaines est évident : 80 % à 90 % d'entre elles sont paysannes et un cultivateur sur deux est une femme. Elles assurent de 60 % à 80 % de la production vivrière, 50 % de l'entreposage, 100 % du processus de transformation, 50 % de l'élevage, 60 % du commerce des biens de base, et cela en très grande partie en dehors des circuits de la production marchande, et virtuellement sans moyens. Les femmes jouent donc un rôle de tout premier ordre dans le développement de la famille et de la communauté.

Les Sahéliennes cherchent à améliorer les conditions de vie de leur village et sont habitées par une constante préoccupation de mieux-être pour leur famille. «Chaque matin, la femme doit se débrouiller pour trouver de l'argent pour nourrir sa famille», nous confiait un Sahélien en entrevue. C'est pourquoi, en plus de leur travail de production (familiale et personnelle), elles tentent de se faire des revenus autonomes, c'est-à-dire des revenus à elles et dont elles décideront de l'utilisation. Ainsi, elles arrivent à avoir des sources de revenus très diversifiées : cueillette, transformation de produits alimentaires, préparations alimentaires, petit élevage, artisanat (tissage, vannerie, cuir, teinture...),

commerces de toutes sortes, coiffure africaine, couture, et la liste n'est pas terminée.

«Au sein de leur microcosme villageois, elles pratiquent des économies verticales complémentaires et non concurrentielles. Une femme qui extrait de l'huile, à partir de noix qu'elle a récoltées, en vendra une partie, en conservera une autre pour sa consommation familiale, et utilisera le reste pour faire des beignets qui constitueront l'essentiel du déjeuner des autres villageois en route pour les champs.» (M. MAS, «Afrique, la fin du pilon», *Actuel développement*, 43, 1981, p. 50).

Ces revenus supplémentaires sont d'abord utilisés pour la famille. Ils servent à payer des condiments, acheter des vêtements aux enfants, les envoyer à l'école, préparer le trousseau de mariage pour les filles, etc.

Parfois les femmes se regroupent pour mener certaines activités. À ce moment, les revenus sont parfois destinés à une utilisation collective, dans l'intérêt des femmes elles-mêmes : entraide à celles qui ont des problèmes, achat d'une charrette pour transporter l'eau ou le bois... Les femmes prennent aussi l'initiative de

réalisations pour la communauté : achat de riz pour la soudure, mise sur pied d'un magasin de grains et d'huile, d'une pharmacie villageoise, d'une garderie.

Ainsi, les femmes arrivent à se faire des revenus autonomes avec des activités qu'elles essaient de différencier de la production familiale, dont le revenu leur échappe. Mais pour ceci, elles doivent user de beaucoup de débrouillardise, d'ingéniosité et d'énergie, car elles disposent de peu de ressources.

## Femmes et épargne

**L'épargne au Sahel existe** depuis les temps précoloniaux, mais c'est seulement récemment qu'elle existe sous forme d'argent. Traditionnellement, l'épargne se faisait sous forme de stocks de céréales, de bétail, de bijoux, de pagnes, de cauris, de sel. L'épargne était surtout une forme de sécurité économique collective, dont le contrôle et la redistribution permettaient d'accumuler et de renforcer un statut social, et partant un contrôle sur la force de travail de la communauté.

Aujourd'hui, les femmes continuent de convertir les petites économies de leurs revenus personnels en cheptel, bijoux, pagnes, vaisselle... Il s'agit en quelque sorte de placements en nature, qu'elles reconverteront en espèces pour payer les frais de scolarité, les médicaments et les dépenses obligatoires de ménage.

Pour d'autres, ces placements constituent une sécurité en cas de séparation ou de divorce, ou encore une assurance contre la famine. En effet, «nombreux sont ceux qui ont conscience que la survie des individus, de la famille, voire du groupe social, a été exclusivement ou presque assurée par les femmes. Celles-ci, en effet, n'ont pas hésité à se dessaisir de leurs épargnes et de leurs biens propres pour nourrir tous les membres de la famille.» (T. KEITA, «Pro-

blématique de l'intégration des femmes aux coopératives agricoles au Niger», *Zimbabwe : Séminaire AFARD «Femmes et développement rural en Afrique», 1981, p. 23).*

## Les Tontines

**Tontine est un mot français** pour désigner pari (bambara), song-taaba (moré) ou adaché (haoussa).

Les tontines sont des organisations collectives d'épargne / crédit où chaque membre dépose à intervalles réguliers un montant prédéterminé, et en reçoit la totalité à tour de rôle. Autrefois, les tontines permettaient des échanges en nature et en travail. Mais avec l'introduction de l'économie monétaire, elles sont devenues en quelque sorte des mini-banques autogérées.

L'adhésion à une tontine se fait sur la base de la connaissance réciproque, d'intérêts communs et de la capacité à fournir un montant égal. Les femmes se regroupent entre amies, parentes, commerçantes au marché, co-épouses, femmes d'un même quartier, d'une même ethnie (en ville), ou entre collègues de travail. Dans ce dernier cas, les tontines sont parfois mixtes, mais selon une sahélienne rencontrée en entrevue, au village les femmes préfèrent rester entre elles; elles ont davantage confiance ainsi. Les femmes se regroupent en tontines mêmes lorsqu'elles émigrent : des maliennes font une tontine à Ouagadougou, des femmes du Burkina Faso participent à des tontines en Côte-d'Ivoire.

Dans certains cas, on nommera une présidente, une secrétaire, une trésorière et, selon les groupes, on tiendra ou non une réunion le jour de la collecte de l'argent. Certaines tontines donnent même lieu à une fête avec repas et musique. Et comme l'a souligné une Sahélienne en entrevue, les femmes s'amusent, «ça leur permet de bien se tenir» et ça renforce les liens de

solidarité. Elles se regrouperont même pour aller ensemble à d'autres fêtes. Ainsi, en plus du caractère économique, les tontines comportent un aspect social très important.

En ce qui a trait au fonctionnement, il est aussi diversifié que le nombre de tontines, puisque chacune décide de ses propres structures, règlements, etc. La fréquence des dépôts est grandement déterminée par la fréquence des revenus. Ainsi, les femmes salariées participent à des tontines mensuelles, des co-épouses feront une tontine quotidienne avec l'argent remis par le mari pour la nourriture, des commerçantes, elles, remettront une somme à la fin de chaque jour à une responsable chargée de verser le total à une femme à la fin de la semaine. Le cycle complet est donc lui aussi variable d'une tontine à l'autre, et est en fonction de la fréquence des versements et du nombre de participant-e-s. Ou encore on fixera le nombre d'adhérent-e-s en fonction du cycle désiré.

Le montant à déposer est déterminé par l'importance des revenus et le besoin à satisfaire. Les femmes salariées peuvent souscrire à des tontines où sera déposé la moitié de leur salaire, alors qu'en milieu rural les femmes cotiseront des sommes de 25 F CFA / jour (320 F CFA = 1 \$ canadien) ou 100 F CFA / semaine, à partir des revenus de leurs diverses activités. Chacune choisira le moment qui lui convient pour toucher l'argent; on peut même souscrire à deux parts — les femmes disent «deux bras».

En milieu rural, la tontine permet aux femmes d'habiller leurs enfants, d'acheter des petits animaux ou de se constituer un fonds pour le démarrage d'un petit commerce. Quant aux femmes salariées, elles se procurent des biens de consommation, mais aussi elles investissent dans quelque chose qui rapportera rapidement dans le mois. De l'avis d'un Sahélien rencontré en

entrevue, elles veulent «aller vite», c'est ce qui a permis le développement de tontines à ce niveau.

Bref, on participe en vue d'un achat ou d'un investissement, et selon ses moyens.

Malgré le développement des tontines monétaires, il existe encore des tontines en nature ou en travail. Une Malienne nous a parlé d'un groupe de femmes qui participaient à une tontine de pagnes. À la fin du mois, chacune amène un pague devant répondre à des normes de qualité préétablies. Les femmes utilisent ensuite ces pagnes pour constituer le trousseau de leur fille, offrir un cadeau, s'habiller ou vendre,

En milieu rural, les femmes se rassemblent pour faire le beurre de karité de chacune, à tour de rôle. Ou encore elles achètent du coton en groupe, se le partagent, et chacune part filer chez elle pour remettre ensuite tous les fuseaux à l'une d'elles. On recommence jusqu'à ce que chacune ait eu son tour.

Dans ces cas de tontines en nature ou en travail, on peut dire qu'il s'agit d'un système d'épargne / crédit de «temps», ressource de première importance pour les femmes. Le travail en groupe est aussi plus stimulant et encourageant.

Enfin, soulignons qu'il existe des formes mixtes, c'est-à-dire qui combinent tontine / caisse de cotisations ou tontine / prêt. Par exemple, 20 des femmes membres de la Coopérative d'artisanat des femmes de Ouagadougou participaient à/ une tontine de 1 000 F CFA dont le total de 20 000 F CFA allait pour moitié en tontine (10 000 F CFA / femme à tour de rôle), et pour moitié en prêts à quelques femmes.

**Tournée de solidarité Afrique — CISO 1991**  
**La femme africaine dans un continent en crise**  
**Les cas du Sénégal et du Mozambique**  
**avec Eugénie Aw, journaliste sénégalaise**  
**du 16 avril au 10 mai 1991**  
**APPUYONS L'ACTION DES FEMMES AFRICAINES!**

Cette tournée a été rendue possible grâce à une contribution financière de l'Agence canadienne de développement international

**CE QUI PEUT ÊTRE FAIT EN SIGNE DE SOLIDARITÉ**

- Contacter des Africaines et des Africains vivant ici.
- S'informer de la situation de femmes africaines et de leur continent par des lectures, l'audition de documents audio-visuels, etc.
- Informer nos gouvernements de la nécessité de soutenir le rôle majeur des femmes en Afrique par le biais de l'aide au développement.
- Contacter des associations syndicales et populaires de femmes en Afrique.

**Quelques ressources utiles**

**Carrefour de solidarité internationale**  
555, rue Short, Sherbrooke (Québec) J1H 2E6  
Téléphone : (819) 566-8595

**Carrefour Tiers Monde**  
454, rue Caron, Québec (Québec) G1K 8K8  
Téléphone : (418) 647-5853

**Centre de documentation et d'information sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA)**  
1265, rue Berri, bureau 290, Montréal (Québec) H2L 4X4  
Téléphone : (514) 499-0314

**Centre de solidarité internationale**  
530, rue Collard, suite 206, C.P. 278, Alma (Québec)  
Téléphone : (418) 668-5211

**Cinquième Monde**  
454, rue Caron, Québec (Québec) G1K 8K8  
Téléphone : (418) 647-5855

**Comité de solidarité de Trois-Rivières**  
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6  
Téléphone : (819) 373-2598

**Comité régional d'éducation pour le développement international de la Région de Lanaudière (CRÉDIL)**  
643, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3J3  
Téléphone : (514) 756-0011

**Développement et Paix\***  
5633, rue Sherbrooke est, Montréal (Québec) H1N 1A3  
Téléphone : (514) 257-8711

**Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA)**  
21, rue Saint-Viateur, Montréal (Québec) H2T 1A5  
Téléphone : (514) 274-9108

**Audio-visuel**  
**Carrefour international**  
6865, rue Christophe-Colomb, bureau 307, Montréal (Québec) H2S 2H3  
Téléphone : (514) 272-2247, Télécopieur : (514) 272-1929

**Vidéo Tiers Monde**  
3575, boul. Saint-Laurent, suite 608, Montréal (Québec) H2X 2T7  
Téléphone : (514) 982-0770, Télécopieur : (514) 943-5681

\*Développement et Paix possède des bureaux dans toutes les régions du Québec.

Les textes de ce dossier proviennent d'un document pédagogique réalisé par Carrefour international pour accompagner la vidéo *Avec leurs mains*.

Les sources de chacun des textes sont :

pp. 3, 4, 5, 6, 7 : adapté du New Internationalist, *Man-Made Famine*, document d'accompagnement du film, 1987.

p. 8, 11 : DUMOUCHEL, S., THEDE, N., *Femmes, épargne et crédit au Sahel*. Des bases pour un auto-développement, Montréal, rapport de recherche présenté à Solidarité Canada Sahel, 1985, pp. 20-22, 28-31.

**Dossier CISO**  
**Compilation des textes :**  
**Roger Saucier**  
**Mise en page :**  
**Louise Gravel**  
**Impression :**  
**Imprimerie BEAUTEX**



**CISO**  
9405, rue Sherbrooke est  
Montréal, (Québec) H1L 6P3  
Téléphone : (514) 356-8888  
Télécopieur : (514) 356-9999

**2,00 \$**